

L'incivisme bat des records après l'Aïd

# Un comportement «normal» dans le langage algérien

Page 4

# LE JOUR

## D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dixième année - N° 3678 - Dimanche 27 septembre 2015 - Prix : 10 DA

Allaghan/Tazmalt

### Des citoyens empêchent la destruction d'un site archéologique

Page 24



Dans une conjoncture économique difficile

# Le FCE se positionne

Page 3

A chaque jour suffit sa peine

Par Mohamed Habili

**E**n marge de l'actuelle session de l'Assemblée générale des Nations unies, les présidents russe et américain ont convenu de se rencontrer pour discuter notamment de la crise syrienne et de ce qu'il y a lieu d'entreprendre pour hâter sa résolution, dans un contexte qui voit la Russie accroître de façon signalée son aide militaire au régime syrien. Le différend entre les deux superpuissances sur cette question n'a pas changé, en tout cas dans son principe. Il concerne le rôle et la place de Bachar Al Assad dans la recherche d'une solution susceptible de mettre fin aux hostilités entre l'armée syrienne et les groupes relevant de l'opposition modérée, mais également d'obtenir l'aval des Etats de la région. Cette divergence en recouvre une autre, et qui pour sa part porte sur la définition de ce qui est prioritaire dans cette optique, la lutte contre le terrorisme ou la chute du régime syrien, encore qu'il ne soit question pour les partisans de cette deuxième option que de faire partir Bachar Al Assad, pour éviter le catastrophique exemple irakien. Alors que pour les Russes, de même que pour les Iraniens, il n'est pas possible de combattre le terrorisme représenté en particulier par Daech et Anosra sans s'appuyer sur le régime syrien, incarné quant à lui par Bachar al Assad, pour les Américains et leurs alliés dans la région, c'est la présence même du président syrien qui fait que la crise non seulement se prolonge mais se complique à mesure.

Suite en page 3

28 morts et plus de 100 blessés depuis mercredi

# Un Aïd meurtrier sur nos routes



Ph > D. R.

Les feux rouges dans les périmètres urbains ne servent plus à rien. Les panneaux de signalisation sont devenus inutiles. Malgré les appels à la vigilance lancés à travers les différents canaux de communication, la route demeure meurtrière.

Lire page 2

Rentrée de la formation professionnelle

## Centres d'excellence et nouveaux postes offerts cette année

Page 4



Prix Interallié 2015

## Boualem Sansal encore sélectionné

Page 13

28 morts et plus de 100 blessés depuis mercredi

# Un Aïd meurtrier sur nos routes

■ Les feux rouges dans les périmètres urbains ne servent plus à rien. Les panneaux de signalisation sont devenus inutiles. Malgré les appels à la vigilance lancés à travers les différents canaux de communication, la route demeure meurtrière.

Par Meriem Benchaouia

Les taux des accidents routiers ont atteint leur paroxysme les deux jours de l'Aïd-el-Adha. La Protection civile a indiqué dans un communiqué que 28 personnes ont trouvé la mort et 105 autres ont été blessées au niveau national, entre mercredi et hier matin. Malheureusement le nombre de tués sur nos routes ne cesse d'augmenter malgré les différents plans de lutte contre les accidents. La situation empire de plus en plus et l'indiscipline des conducteurs reste la principale cause du fléau en plus de l'état des véhicules, la négligence des piétons et l'état des routes. Des chiffres faramineux en hausse ces dernières

Bousculade à Mina (La Mecque)

## Sept décès algériens enregistrés

TROIS NOUVEAUX décès algériens ont été enregistrés lors de la bousculade survenue jeudi à Mina (La Mecque), portant ainsi le nombre de morts algériens à sept, indique samedi un communiqué du ministère des Affaires étrangères. Il s'agit de Ouled Abdelkader Lakhdar, Chena Afrou Kada (originaire de la wilaya de Tamanrasset) et de Mourad Rebiha épouse Boudjilis (originaire de la wilaya de Sétif), précise la même source. Ces nouvelles victimes s'ajoutent aux quatre décès annoncés vendredi à 21h00, ajoute le MAE.

Une première liste de douze blessés, dont trois non encore identifiés formellement, fait ressortir les noms de Amara Benahmed (originaire de la wilaya de Naâma), Cherchali Hamiti (âgé de 48 ans), Haidoun Mohamed Cherif (62 ans - Tizi Ouzou), Dib Saïda (membre équipe médicale), Si Ammar Abdelmadjid, Rezki Ahmed (originaire de la wilaya de Naâma), Ziad Hocine, Rezig Brahim et Lakhdar Smail, relève le communiqué. Les équipes sur place continuent leurs efforts pour localiser et identifier l'ensemble des victimes algériennes, rassure le MAE. «La cellule de crise installée au ministère des Affaires étrangères en coordination avec celle du ministère des Affaires religieuses et des Wakfs continue de suivre l'évolution de la situation de nos pèlerins aux Lieux saints, en liaison permanente avec le consul général à Djeddah, l'équipe médicale et l'ensemble des structures de la Baatha», conclut le ministère.

R. N.



Ph/D. R.

années, essentiellement en raison du comportement des conducteurs. Le code de la route n'est pour ainsi dire plus du tout respecté par un grand nombre de piétons et conducteurs, ce qui a donné lieu à des résultats dramatiques. Le nombre de morts ne baissera significativement et durablement que le jour où le gouvernement prendra enfin conscience que la sécurité routière repose sur trois principes indissociables : un automobiliste raisonnable, un véhicule en bon état et une route bien entretenue. En dépit des campagnes de sensibilisation entreprises en vue d'arrêter l'hémorragie sur nos routes, ou du

moins atténuer le phénomène, on constate, toujours, une progression alarmante des accidents de la circulation. Le non-respect du code de la route est devenu monnaie courante. Les feux rouges dans les périmètres urbains ne servent plus à rien. Les panneaux de signalisation sont devenus inutiles. Malgré les appels à la vigilance lancés à travers les différents canaux de communication, la route demeure meurtrière. En outre, le bilan le plus lourd a été enregistré au niveau de la wilaya de Khenchela avec quatre personnes décédées et autant de blessées suite à une collision entre un véhicule léger et un

camion survenu au lieu-dit Chelaghmia dans la commune d'El Mehmel, relève la Protection civile. La veille de l'Aïd El-Adha, 10 personnes sont décédées et 14 autres ont été blessées dans six accidents de la circulation. Pour le premier jour de l'Aïd El-Adha, 3 morts et 27 blessés ont été enregistrés et pour le deuxième jour, 9 morts et 6 blessés ont été recensés dans des accidents de la route, détaille la Protection civile. Vendredi après-midi, quatre personnes ont péri, une autre a été grièvement blessée dans un accident de la circulation sur la route nationale RN 60 (M'sila-Hammam Dhalaâ), selon la Protection civile, les 4 victimes

n'ont pas survécu à la violence d'une collision frontale entre deux véhicules de tourisme, à hauteur du lieu-dit Lougmane, tandis que la personne blessée se trouve en soins intensifs à l'hôpital Zahraoui de M'sila, selon la même source. De son côté, la Gendarmerie nationale déplore dans un communiqué 6 morts et 58 blessés en une journée. Durant la journée du 25 septembre 2015, vingt-six accidents de la circulation routière (six mortels et vingt corporels) ont été constatés par les unités de la Gendarmerie nationale à travers 15 wilayas du pays, précise la même source.

M. B.

Paris

## Réunion aujourd'hui des consuls d'Algérie en France

Une réunion de coordination regroupant les consuls généraux et consuls d'Algérie en France se tiendra dimanche et lundi à Paris, indique le ministère des Affaires étrangères dans un communiqué. «Une réunion de coordination regroupant les consuls généraux et consuls d'Algérie en France se tiendra, les 27 et 28 septembre 2015, à l'ambassade d'Algérie à Paris», préci-

se la même source. Cette réunion qui sera présidée par le secrétaire général du ministère des Affaires étrangères, Abdelhamid Senouci Bereksi, «sera consacrée à l'évaluation globale de l'opération du passeport biométrique et de réalisations depuis la réunion des 3 et 4 avril 2015», souligne le communiqué. «D'autres questions liées à la gestion consulaire et à la situation de notre commu-

nauté en France», seront examinées au cours de cette réunion à laquelle prennent part, également, le secrétaire général du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales, Elhocine Mazouz, et l'ambassadeur d'Algérie en France, Amar Bendjama, ainsi que de hauts cadres de ces deux ministères, ajoute la même source.

Salem K.

Thème d'une rencontre à Beni Saf

## «Massinissa, hôte de Syphax»

«Massinissa, hôte de Syphax» sera l'une des thématiques abordée lors d'une rencontre nationale écologique et culturelle, prévue du 1<sup>er</sup> au 4 octobre prochain à Beni Saf, dans la wilaya d'Aïn Témouchent.

Selon Zahouani Mohamed, président de l'association El Yad

el Khadra, organisatrice de l'événement, plusieurs associations culturelles et écologiques représentant plusieurs wilayas du pays participeront à cet événement qui verra l'organisation d'une exposition permanente.

Au programme de cette rencontre nationale figurent quatre conférences portant sur des

thèmes liés à l'environnement, dont les valeurs écologiques, la gestion de l'île de Rechoug et autres portant sur l'histoire de la région de Beni Saf. Ces communications seront données par des professeurs des universités d'Oran, Tlemcen, Sidi Bel-Abbès et Alger. Elles permettront au large public de mieux connaître

les deux rois berbères Syphax et Massinissa.

Des activités théâtrales, musicales, des visites guidées sur des sites historiques et naturels ainsi que des projections cinématographiques enrichiront ce programme, ajoute-t-on de même source.

Ghani Y./APS

Dans une conjoncture économique difficile

# Le FCE se positionne

■ Le FCE continue sa stratégie de positionnement dans un contexte de conjoncture économique difficile, après avoir présenté un plan d'urgence au gouvernement Sellal pour essayer de sortir de la crise.

Par Nacera Chennafi

Après l'ouverture des bureaux régionaux à l'est et au centre du pays, le Forum des chefs d'entreprises continue de se déployer sur le territoire national. A cet effet, cette association des patrons organisera, du 30 septembre au 3 octobre 2015, un déplacement dans la région ouest en vue de l'ouverture de bureaux de nouvelles représentations au niveau des wilayas d'Oran, Aïn Témouchent, Tiemcen, Mascara et Relizane.

Selon un communiqué de ce patronat, ce déplacement sera l'occasion pour le président du FCE, Ali Haddad, et les membres du Conseil exécutif qui l'accompagnent, d'échanger sur la conjoncture économique ainsi que sur les contraintes que rencontrent les chefs d'entreprises de la région Est. Par ailleurs, il est annoncé que le FCE organise la première édition de son université, sous le thème «Tous mobilisés», du 30 septembre au 2 octobre 2015, à l'Hôtel «Renaissance», à Tiemcen. Depuis le début de la crise économique engendrée par la chute des prix du pétrole, le Forum des chefs d'entreprises a émergé par des consultations marathoniennes avec plusieurs ministres, dont ceux de l'Industrie, du Commerce, de l'Agriculture, de la Santé et depuis trois jours le FCE prépare une opération avec le ministère de la Solidarité nationale. Le FCE, qui veut se positionner dans ce contexte de conjoncture économique difficile, avait déjà présenté un plan Marshall au gouvernement Sellal afin d'essayer de booster la production de l'économie nationale et sortir



P.V.D. R.

de la crise. Le 27 juillet dernier, le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, avait reçu le président du Forum des chefs d'entreprises (FCE), Ali Haddad, qui lui a remis la contribution de cette organisation patronale sur l'émergence de l'économie nationale. Dans un communiqué du Premier ministre, il est indiqué que ce document, qui traite de l'ensemble de la problématique du développement économique national, «constitue un élément supplémentaire dans le sens du dialogue constructif entre les partenaires sociaux». La contribution du FCE «s'inscrit

dans la vision du gouvernement quant à la politique de développement de la production nationale et de la compétitivité», a précisé le communiqué. Pour sa part, le président du FCE, Ali Haddad, avait indiqué au cours d'une conférence de presse, que «le temps est venu pour la mobilisation des capacités nationales, publiques et privées, pour prendre le relais de la croissance», indiquant que les propositions du FCE s'articulent sur trois axes. L'axe des réformes structurelles, tablant sur la réforme de l'administration économique afin de renforcer le rôle régulateur de

l'Etat, la libération des initiatives et des volontés d'entreprendre avec l'application de l'article 37 de la Constitution, la refonte du système fiscal, de la gestion du foncier, de la politique des IDE, ainsi que des subventions. Le second axe se penche sur des réformes sectorielles, tandis que le dernier axe s'attarde sur les propositions concernant la réorientation des politiques de subvention ainsi que la promotion du marché financier. Concernant la question des subventions, Omar Ramdane, président d'honneur du FCE, avait déclaré que celles-ci captent plus de 1 700 milliards de dinars par an rien que pour les produits de première nécessité. Le FCE propose un calendrier d'abandon des subventions et le retour à la vérité des prix sur 6 à 8 semestres. Cela sera accompagné de la dotation d'une allocation de solidarité de 4 000 à 10 000 DA, bénéficiant aux 18 millions de personnes les plus dévalorisées. Lors de la table ronde des experts organisée dernièrement par le Conseil économique et social, les experts avaient recommandé l'abandon des subventions, soulignant que celles-ci profitent aux riches sachant que le gouvernement maintient toujours la politique sociale avec l'intégration de quelques taxes dans le cadre du projet de loi de finances de 2016. Au niveau institutionnel, le FCE préconise la création d'une caisse de solidarité nationale pour gérer le dispositif, tandis que le recensement et le fichier national seront du ressort des APC. Avec ce positionnement, le FCE se fait déjà des ennemis au niveau des partis politiques.

N. C.

Charte pour la paix et la réconciliation nationale

## Un rapport sera remis cette semaine au Président

Un rapport final et global sur les activités de la Cellule d'assistance judiciaire pour l'application de la Charte pour la paix et la réconciliation nationale sera remis, au cours de cette semaine, au président de la République, Abdelaziz Bouteflika, a indiqué hier à Alger le président de cette instance. «Il s'agit d'un rapport final et global sur les activités de la cellule depuis sa création (juin 2006- juin 2015). Il contient aussi un nombre de suggestions pour consolider les acquis de la Charte pour la paix et la réconciliation nationale», a affirmé M<sup>e</sup> Azzi à l'occasion d'une conférence de presse animée conjointement au Forum du quotidien nationale DK News avec le président de la Commission nationale consultative pour la protection et la promotion des droits de l'homme (Cncppdh), Farouk Ksentini. Le rapport comprend plusieurs thèmes relatifs notamment au contenu de la Charte pour la paix et la réconciliation nationale et son application sur le terrain, les activités de la cellule en ce qui concerne sa contribution dans l'application ainsi que les démarches et les dispositions relatives à l'indemnisation des disparus et des familles de terroristes morts dans le

cadre de la lutte antiterroriste, a expliqué M<sup>e</sup> Azzi. Le troisième thème se rapporte aux activités de la cellule au niveau national et à l'étranger, notamment ses rencontres avec les ambassadeurs accrédités en Algérie, les organisations internationales et les experts étrangers, a-t-il ajouté. Au titre des suggestions, le rapport de la cellule présentera des recommandations à la lumière des séances d'écoute menées à travers le territoire national depuis 2006. A cet effet, M<sup>e</sup> Azzi a fait savoir que ces suggestions concerneront, entre autres, la révision de l'indemnisation des victimes du terrorisme, le statut des enfants nés dans les maquis, l'indemnisation des personnes ayant subi des dégâts matériels et économiques durant la période de la tragédie nationale ainsi que ceux qui étaient détenus dans le sud du pays. La cellule a également suggéré la mise en place d'une instance permanente ou d'un secrétariat d'Etat à même d'assurer le suivi des dossiers, d'une manière permanente, des victimes du terrorisme, lesquelles ne seront plus dispersées entre les différents ministères et administrations pour bénéficier de leurs indemnités. Par ailleurs, le prési-

dent de la Cellule d'assistance judiciaire pour l'application de la Charte pour la paix et la réconciliation nationale a refusé de focaliser sur le dossier des disparus «utilisé à des fins politiques par certaines parties en Algérie et à l'étranger, alors que ces mêmes parties avaient omis d'évoquer les dossiers des femmes violées et des enfants nés au maquis», a-t-il dit. «Nous ne faisons pas de distinction entre les dossiers de la tragédie nationale que nous devons régler dans leur globalité», a-t-il ajouté, précisant en outre qu'il y a plus de 7 100 familles de disparus qui bénéficient d'indemnisation dans le cadre des dispositions de la Charte pour la paix et la réconciliation nationale. M<sup>e</sup> Azzi a relevé qu'à la faveur de l'adoption de la Charte pour la paix et la réconciliation nationale, «il n'y a jamais eu de vengeance ou de règlement de comptes», se félicitant aussi de «l'ancrage de la culture de la concorde, de la tolérance et du pardon». A cet effet, il a fait savoir que les dispositions de la Charte ne sont «pas limitées» dans le temps et «restent d'actualité» dans la mesure où, a-t-il précisé, la main de la paix et de la réconciliation «reste toujours tendue».

Slim O./APS

LA QUESTION DU JOUR

## A chaque jour suffit sa peine

Suite de la page une

Deux positions à première vue tout à fait inconciliables. Mais qui pourraient bien se révéler plus proches qu'il n'y paraît d'abord. C'est que pour les parties concernées il s'agit non pas de s'entendre sur ce que doit être la Syrie de demain mais sur les modalités de la sortie de crise. Entre la situation actuelle et la fin de la crise prend place une phase transitoire dont il faut définir ensemble les conditions dès à présent. Amis et ennemis du régime syrien ne seront jamais d'accord sur la Syrie d'après la crise, l'affaire est entendue, mais ils peuvent se faire mutuellement des concessions en vue d'un objectif minimal, qui est la destruction des forces terroristes. Celles-ci sont apparues et se sont développées dans le cadre du conflit, d'abord larvaire puis déclaré, pour l'hégémonie dans la région opposant les monarchies sunnites sous la conduite de l'Arabie saoudite à l'Iran chiite. Sur cette première opposition s'est évidemment greffée depuis le début celle des deux plus grandes puissances. La conjugaison des deux a créé les conditions de la montée en puissance de Daech. Si les Occidentaux sont en train de se faire à l'idée du maintien de Bachar Al Assad à la tête de l'Etat syrien, c'est parce qu'ils ont fini par comprendre la différence qu'il y a entre transition et état durable. Il se peut en effet que Bachar Al Assad reste au pouvoir tout ou partie de la transition et le quitter néanmoins à l'issue de cette dernière. Il suffirait pour cela que ses alliés dont il dépend étroitement le lui demandent. Mais avant qu'il n'en soit question, il faudrait que l'armée syrienne non seulement tienne ses positions actuelles, concentrées pour l'essentiel sur la côte méditerranéenne, mais reconquière tous les territoires tombés aux mains soit des terroristes soit de l'opposition dite modérée. On en est encore loin. Ce qui par contre est à l'ordre du jour, c'est la mise en place du dispositif militaire et politique le plus efficace pour combattre le terrorisme, tâche correspondant à la priorité des priorités du point de vue russe en effet, mais qui n'est toujours pas accomplie. Cela signifie que si les Russes sont en train de marquer des points en Syrie et dans la région, les Américains sont loin d'y avoir complètement perdu la main. D'autant que le tournant qu'on voit se préciser ne se serait pas amorcé sans l'accord passé entre eux et l'Iran sur son programme nucléaire.

M. H.

## Du 5 au 8 octobre à Oran 10ème édition des JST de Sonatrach

LA 10<sup>ème</sup> ÉDITION des journées scientifiques et techniques (JST) de Sonatrach sera organisée du 5 au 8 octobre prochain au Centre des conventions

d'Oran, a-t-on appris des organisateurs. Placée sous le thème «La technologie, une réponse aux défis énergétiques d'aujourd'hui et du futur», ces journées constituent un point de rencontre important

pour les acteurs de l'industrie nationale et internationale des hydrocarbures et de l'énergie et un traditionnel espace de partage et d'échanges d'envergure internationale, a-t-on souligné.

Les JST ont permis aux scientifiques, ingénieurs et cadres issus de Sonatrach, d'autres entreprises et de l'université, depuis leur lancement en 1994, de partager leur savoir et savoir-faire, d'échanger les expériences et de débattre de sujets liés aux métiers et activités de Sonatrach, a-t-on ajouté.

Pour les organisateurs, le thème de cette édition est particulièrement important. La technologie a et aura un impact crucial sur la demande et l'approvisionnement énergétiques et sur les trois piliers du développement durable à savoir, le développement économique, le progrès social et la protection de l'environnement.

L'objectif de ces JST est de couvrir l'ensemble des aspects liés à la technologie et aux défis énergétiques actuels et futurs, et en particulier:

La promotion du concept développement et recherche, l'innovation et l'ingénierie au sujet des problématiques scientifiques, techniques et managériales, soulevées par les évolutions significatives et multifformes que connaissent ces domaines d'activités sur l'ensemble de la chaîne des hydrocarbures, a-t-on souligné.

Lors de cette nouvelle édition, il s'agira, également, de débattre de la promotion et le développement de toutes les formes d'énergie pour satisfaire la demande, de la valorisation de la ressource humaine et l'émergence des talents et la formation, comme axe majeur du développement de l'Entreprise.

Plusieurs thèmes seront abordés par les experts nationaux et étrangers, principalement les stratégies des acteurs dans une industrie énergétique en mutation, les effets de la baisse des prix du pétrole brut sur l'industrie, le forage et la technologie de compléation, les techniques et technologies du transport des hydrocarbures, entre autres, selon la même source.

Dalil Y.

L'incivisme bat des records après l'Aïd

# Un comportement «normal» dans le langage algérien

■ De nos décharges anarchiques jusqu'aux peaux de moutons sacrifiées sur les trottoirs, des attitudes qui ne cessent de témoigner d'un comportement indigne. Malgré tous les efforts des sociétés de nettoyage, le scandale de nos rues pouilleuses continue, et le fléau ne cesse d'ouvrir des brèches pour s'introduire davantage dans nos villes.

par Mohamed Mabkhout

L'Aïd, cette année, semble donner sa petite étincelle à notre entourage déjà noyé dans les différentes ordures. Cette année, la fête religieuse fait battre les records de l'incivisme, peaux de moutons sur les trottoirs et restes des tripes qui vont dans les canaux d'assainissement. Les sociétés de nettoyage ont sillonné hier quelques quartiers de la capitale, avec leurs camions-citernes pour évacuer les restes de tripes et autres déchets, le but de cette sortie est de donner une image plus digne à la capitale.

Alors que la fête, coutumièrement, se distinguait par le nettoyage à l'entrée des maisons, depuis quelques années, cette habitude va vers l'extinction et nous nous habituons aux sacs en plastique de différentes couleurs déposés dans différents endroits. En dépit du programme fixé par les autorités d'intensifier le passage des éboueurs pour ramasser les déchets rien n'a pu arranger cette situation, alors que nous sommes au quatrième jour de l'Aïd et les restes qui ont suivi l'abatage des animaux décorent toujours certaines rues.

L'incivisme en Algérie est omniprésent et ne vient pas seulement en ces jours de fête, mais s'étale sur toute l'année et tend à s'ancrer depuis plusieurs années. Aujourd'hui ce comportement devenu «normal» dans le langage algérien, pourtant banni dans nos traditions. Comme une toile d'araignée, le fléau se généralise dans les différents entours du citoyen, dans son lieu de travail, et son quartier d'habitation. Un constat qui nous mène à nous poser la question, pourquoi ce changement, à savoir que dans le passé Alger se nom-



maît, la Blanche, aujourd'hui devenue grise à cause de toute la crasse.

Plusieurs faits appuient notre constat : les ordures ménagères sans timing fixe ni endroits précis, à l'exemple de petites bouteilles d'eau et les canettes de boissons balancées par les fenêtres des bus. Des pratiques qui portent atteinte et préjudice à notre hygiène et notre santé. À la localité de Ain Benian à Alger, nous avons été témoin d'un sac rempli d'ordures qui a fini dans la mer. A notre question sur ce comportement, la femme nous a répondu que ce sont seulement des déchets.

## Le commerce informel, goutte qui fait déborder le vase

Les vendeurs ambulants d'eau en bouteilles depuis le début des grandes chaleurs passent dans les différents lieux de rassemblement. Une armada de jeunes personnes tenant des petits fardeaux en main, sillonnent les agences, les aubains à la recherche de clients. Une fraîcheur qui semble créer plus d'incivisme. Une personne a été prise sur le fait en train de jeter sa bouteille par la fenêtre du bus. Nous avons essayé d'attirer son attention sur les conséquences négatives sur l'entourage. En

haussant, les épaules il nous a répondu que ce n'est pas son affaire. Des comportements, autrefois passibles d'amendes, aujourd'hui semble-t-il, le mot «normal» prend le dessus et s'enracine dans le langage des Algériens.

Différents commerces des centres-villes laissent derrière eux dans un état navrant les trottoirs. Vu la forte demande des articles d'habillement durant l'Aïd, les quartiers populaires se sont transformés en marchés à ciel ouvert, une goutte qui fait déborder un vase rempli d'eau usée.

M.M.

Rentrée de la formation professionnelle

## Centres d'excellence et nouveaux postes offerts cette année

Le nombre de postes de formation professionnelle offerts dans certaines wilayas du pays, au titre de la rentrée prévue pour aujourd'hui, est en hausse. Pour le ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Mohamed Mebarki, «ces centres d'excellence en développement dans quelques wilayas seront une référence dans certains domaines».

La rentrée du secteur de la Formation professionnelle 2015, prévue pour aujourd'hui va être marquée par le développement des centres d'excellence en partenariat avec des opérateurs économiques publics et privés, a indiqué Mohamed Mebarki. Cette rentrée se caractérise par le développement de centres d'excellence qui serviront de référence dans un certain

nombre de domaines. A Constantine et même dans d'autres wilayas du pays, plusieurs nouveaux postes sont offerts. En effet, selon un cadre de ce secteur, le nombre de postes de formation professionnelle offerts dans la wilaya de Constantine, au titre de la rentrée prévue le 27 du mois en cours, est en hausse de 20% par rapport à la session de février dernier. Le nombre de postes qui était de 6 500 lors de la précédente rentrée a atteint, pour cette rentrée, les 8 450, a précisé le chef du service de la formation à la direction de la formation professionnelle, Saïd Kaouche, soulignant que cette augmentation est due, notamment à l'ouverture de nouvelles spécialités. Ces dernières portent, entre autres, sur les techniques des télécommunications, de l'organisation de chantiers, de

l'environnement, de la métrologie et d'appareillage, ainsi que sur le suivi et la réalisation en bâtiment et le tourisme (opérateurs touristiques), a fait savoir le même responsable. Des campagnes de sensibilisation, d'information et d'orientation ont été organisées dans l'ensemble des communes de la wilaya, a également indiqué M. Kaouche qui a précisé que l'initiative avait pour objectif d'«informer davantage sur les diverses filières disponibles, souvent méconnues par beaucoup de jeunes, notamment en milieu rural».

Le secteur de la formation et de l'enseignement professionnels, dispose dans la wilaya de Constantine de 21 établissements de formation dont 3 instituts spécialisés, 17 centres et une annexe.

Thininene Khouchi / APS

## Céréales

## La facture des importations en recul

■ Les importations des céréales (blé, maïs, orge) ont atteint 2,33 milliards de dollars (md usd) durant les huit premiers mois de 2015, contre près de 2,45 md usd à la même période de 2014, en baisse de 4,56%, en dépit d'une hausse des quantités importées, selon les Douanes algériennes.

par Souad L.

La baisse en valeur des importations des céréales s'explique essentiellement par une baisse des prix sur le marché mondial en raison de l'abondance de l'offre, ainsi que par le recul des importations algériennes de l'orge et du maïs. En effet, les quantités importées ont été estimées à 8,84 millions de tonnes les huit premiers mois 2015 contre 8,22 millions de tonnes à la même période de l'année d'avant (+7,6%), précise le Centre national de l'information et des statistiques des douanes (Cnis). A l'exception des blés (tendre et dur) qui ont connu une hausse de plus de 2%, les autres catégories des céréales, notamment l'orge et le maïs ont reculé respectivement de 2,4% et de 20,45%, selon les Douanes. Pour le blé, la facture des importations s'est chiffrée à 1,66 md usd contre près de 1,63 md usd (+2,03%), tandis que les quantités importées ont augmenté en passant à 5,61 millions de tonnes contre 4,96 millions de tonnes (+13,10%). Par catégorie de blés, les importations de blé tendre ont connu une stagnation en termes de valeur et une légère augmentation en quantité. En effet, elles se sont établies à 1,10 milliard usd pour une quantité de 4,41 millions de tonnes durant les 8 mois 2015 contre 3,62 millions de tonnes à la même période de 2014 (+22%). La facture du blé tendre a, ainsi, représenté plus de 47% de la totalité des importations des céréales entre janvier et août 2015. Pour les importations de blé dur, la facture a augmenté à 557,56 millions usd (1,196 million de tonnes) contre 526,86 millions usd (1,347 million de



Phs./D.R.

tonnes), en hausse de 5,83% en valeur alors que les quantités ont diminué de près de 11,2%. Les importations de blé dur correspondent à près de 24% de la facture globale des céréales. Pour le maïs (semence et autres), les importations se sont chiffrées à 550,72 millions usd (2,70 millions de tonnes) contre 692,34 millions usd (2,76 million de tonnes), en baisse de 20,45% en valeur et de plus de 2,5% en quantité.

### La baisse des cours mondiaux a pesé sur la facture en août

Après des hausses relevées durant les premiers mois de cette année, les importations des céréales ont enregistré une «importante» baisse en valeur de près de 39% durant le mois d'août 2015, ce qui a eu un

impact direct sur les importations des huit premiers mois de cette année. Les importations des céréales ont atteint le mois d'août dernier près de 229,6 millions usd (1,052 million de tonnes) contre 375,17 millions usd (1,364 million de tonnes) à la même période en 2014, reculant ainsi de 38,81%, selon le Cnis. Toutes les importations des céréales (blés, maïs, orge) ont reculé en août dernier par rapport au même mois en 2014. Cette baisse en valeur est due essentiellement à un «important recul» des prix mondiaux durant le mois d'août dernier. En août 2015, les importations des blés (tendre et dur) ont atteint 161,2 millions usd (703 137 tonnes) contre 178 millions usd (542 557 tonnes), en baisse de 9,44%. Concernant l'orge, l'Algérie a importé pour 20,69 millions usd (104 920 tonnes) contre 45,76 millions usd (185 226 tonnes), en

baisse de près de 54,8% en valeur. Les importations de maïs ont totalisé 47,70 millions usd (244 076 tonnes) en août dernier contre 151,40 millions usd (636 510 tonnes) en baisse en valeur de près de 68,5%. Cette baisse s'explique essentiellement par le recul des prix agricoles mondiaux, en raison de l'abondance de l'offre et d'une moindre demande chinoise, selon l'Indice mensuel (août 2015) des prix alimentaires de l'Organisation des Nations unies pour l'agriculture et l'alimentation (FAO). Les prix agricoles mondiaux ont enregistré en août leur plus forte baisse en sept ans et atteignent pour certains produits dont les céréales leur plus bas niveau principalement en raison de l'abondance de l'offre et d'une moindre demande chinoise, selon la FAO. Les céréales ont connu durant le seul mois d'août dernier une baisse de 7%

par rapport à juillet 2015, atteignant ainsi leur plus bas niveau depuis mars 2009. Ce recul des prix a encouragé l'Office algérien interprofessionnel des céréales (Oaic) à effectuer des achats afin de reconstituer les stocks stratégiques de céréales, notamment les blés et en anticipant la période hivernale, caractérisée généralement par une baisse de l'offre. Les perspectives de récoltes mondiales établies par la FAO se chiffrent à 2,54 milliards de tonnes soit 13,8 millions de tonnes supplémentaires par rapport à 2014, une année d'abondance. En 2014, la facture des importations des céréales s'était établie à 3,54 milliards de dollars, en hausse de 12% par rapport à 2013. La production céréalière nationale a atteint 40 millions de quintaux durant la campagne moissons-battage 2014-2015, contre 35 millions de quintaux lors de la saison précédente (+14,3%), selon l'Oaic.

S.L./APS

### Prix Le pétrole termine en hausse à New York

LES COURS du pétrole ont monté à New York, profitant un peu d'une révision en hausse de la croissance américaine au dernier trimestre, mais sans s'écarter des niveaux autour desquels ils tournaient depuis le début septembre. Le cours du baril de «light sweet crude» (WTI) pour livraison en novembre a pris 79 cents à 45,70 dollars sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), soit à peu près le niveau auquel il a commencé la semaine ainsi que le mois. «Même s'il n'y a pas de changement conséquent sur le marché, il y a probablement un peu d'optimisme face aux chiffres meilleurs que prévu sur le produit intérieur brut» américain, a noté un analyste. La croissance économique américaine a donné vendredi de nouveaux signes de solidité au deuxième trimestre, selon la 3e et dernière estimation du département du Commerce, révisée en hausse à 3,9%. Même s'il est «compréhensible» de réagir favorablement à ce chiffre, ce serait un «pari risqué» de trop parier sur un rebond durable des cours juste à cause de cette bonne surprise, d'après un autre analyste. «Le PIB, c'est toujours ce que l'on voit dans le rétroviseur, et particulièrement quand on parle d'une troisième révision», a-t-il souligné. De plus, «en matière de demande pétrolière, il ne semble pas que la différence entre 3,9% et les 3,7% de la précédente estimation constitue un grand changement», a-t-il ajouté.

R.E.

### Tourisme

## Début de la mise en œuvre des nouvelles mesures incitatives à l'investissement

Le ministère de l'Aménagement du territoire, du Tourisme et de l'Artisanat a lancé, en ce mois de septembre, la mise en œuvre des mesures incitatives en faveur des investisseurs touristiques retenus lors de la rencontre, en août dernier, entre le Premier ministre et les walis, a indiqué un responsable au ministère. Ces nouvelles mesures visent à «aplanir les entraves administratives et bureaucratiques au profit des investisseurs à travers l'allègement du dossier d'investissement et la célérité dans le traitement du dossier par l'utilisation des nouvelles technologies», a déclaré le directeur d'évaluation et de soutien des projets touristiques au ministère, Zoubir Mohamed Sofiane. «Les dossiers des projets d'investissement seront désormais traités dans un délai d'une semaine. Les investisseurs retenus seront informés par E-mail, après approbation de leurs dossiers par la commission nationale», a affirmé le responsable. L'investisseur doit respecter «les conditions d'investissement, le cahier des charges et les procédures à suivre pour la réalisation des projets d'investissement, notamment touristique», a-t-il précisé. «Des instructions fermes ont été données aux directeurs de wilaya du tourisme pour une

mise en œuvre sérieuse de ces mesures, tout en mobilisant les moyens techniques nécessaires pour assurer la célérité dans le traitement des dossiers d'investissement», a ajouté le responsable. S'agissant de l'accès au foncier destiné à la réalisation de projets d'investissement, M. Sofiane a rappelé les nouvelles mesures prévues dans la loi de finances complémentaire (LFC) 2015 relatives à l'identification des sites destinés à la réalisation de projets d'investissement. A cet effet, l'article 48 de cette loi définit les conditions et les modalités de concession des terrains relevant du domaine privé de l'Etat destinés à la réalisation de projets d'investissement. Il prévoit également «des mesures incitatives en faveur des investisseurs, pour l'obtention de terrains à l'intérieur ou à l'extérieur des zones d'expansion touristique (ZET), à travers la cession ou le crédit bonifié». Le wali jouit de toutes les prérogatives et travaille en collaboration avec les directeurs chargés de l'examen des dossiers d'investissement, pour identifier les sites de réalisation des projets d'investissement, notamment touristique. L'Algérie compte 205 ZET, a indiqué le responsable, soulignant qu'«une vingtaine de ces zones ont bénéficié de plans

d'aménagement, tandis que les 185 autres sont en cours d'examen». Il a insisté sur «l'utilisation rationnelle du foncier, à travers la réalisation de projets et d'infrastructures touristiques et hôtelières, conformément aux normes internationales en vue de remédier au déficit relevé en matière d'hébergement et de promouvoir le tourisme interne». «L'octroi du foncier touristique aux investisseurs s'effectue selon un cahier des charges défini qui prévoit que le projet doit prendre en compte les spécificités touristiques de chaque région», a-t-il affirmé. Le secteur du tourisme est «l'un des principaux secteurs du Schéma national d'aménagement du territoire (SNAT 2030), parmi 21 autres secteurs», a-t-il dit, ajoutant qu'il compte «parmi les cinq secteurs vitaux générateurs de richesse aux côtés de l'agriculture, de l'industrie, des services et de la science». M. Sofiane a évalué le nombre de projets touristiques agréés par le ministère de tutelle à plus de 1 000 projets d'une capacité d'accueil de 123 000 lits devant créer plus de 50 000 postes d'emploi, avec une enveloppe dépassant les 420 milliards de dinars.

Ahmed J. /agences

## Mostaganem

# Production prévue de 900 000 qx de pomme de terre d'arrière-saison

■ Un rendement variant entre 230 et 250 qx par hectare est attendu, sachant que cette récolte a utilisé des semences locales.

Par Rachid F./APS

Une production de quelque 900 000 quintaux de pomme de terre d'arrière-saison est prévue dans la wilaya de Mostaganem, au titre de la saison agricole 2015-2016, a-t-on appris auprès de la direction des services agricoles.

Le lancement de la récolte de cette production sera fait à la mi-novembre prochaine, sur une superficie de 3 623 ha, localisée notamment dans les communes de Sirat, Bouguiret, Hassi Mameche, Ain Nouissy et Ain Teddès.

Un rendement variant entre 230 et 250 qx par hectare est

attendu, sachant que cette récolte a utilisé des semences locales. Dans ce cadre, une production de 57 724 qx de semences de pomme de terre a été réalisée sur une surface de 467 ha, lors de la saison agricole écoulée, ajoute-t-on à la DSA. De même source, on indique que des instructions ont été données aux chefs de subdivisions agricoles pour accompagner les fellahs, intensifier les actions de vulgarisation et suivi afin de maîtriser le parcours technique. Les fellahs seront également sensibilisés sur le recours aux techniques modernes, l'usage des engrais et l'utilisation rationnelle de l'irrigation agricole (aspersion et



goutte-à-goutte). Pour rappel, durant la saison écoulée, une production de plus de 840 000

qx de pomme de terre d'arrière-saison a été réalisée sur une surface de 3 600 ha, avec un

rendement moyen de 230 qx par hectare.

R. F./APS

## Aïd El-Adha à Oran

## Les bouchers ont «la cote»

Les bouchers de la ville d'Oran ont été très sollicités pour la découpe de la viande, vendredi, deuxième jour de l'Aïd El-Adha, a-t-on constaté. Après les maquignons, les marchands de légumes et les boulangers, c'est au tour des bouchers d'avoir la cote en cette fête de l'Aïd El-Adha. En effet, dès les premières heures de la journée, certaines boucheries de la ville étaient déjà ouvertes et les premiers clients ont aussitôt commencé à affluer, chacun portant sur les épaules la carcasse du mouton sacrifié la veille, bien enveloppée dans un tissu, après une journée et une nuit entières à sécher. Après avoir fait part au boucher de ses desirs quant à la grosseur souhaitée des morceaux, le client attend la fin de la prestation ou retourne chez lui, prenant garde de laisser un de ses enfants pour surveiller l'opération et pour l'avertir de la fin de celle-ci. Le tarif de la

prestation varie entre 1 000 et 1 200 dinars selon le boucher et le quartier. Certains bouchers, aidés par leurs employés, arrivent à découper jusqu'à une vingtaine de carcasses en une journée, confie un boucher à Oran-Est. «Je préfère solliciter un boucher pour découper la viande, car c'est son travail. Il possède le matériel nécessaire et le savoir-faire pour cela, même si je dois déboursier 1 000 DA ou plus. De plus, les morceaux sont identifiables. J'ai tenté de le faire, les années précédentes, mais le résultat n'était pas à la hauteur», explique un client attendant son tour dans une boucherie de la cité USTO. D'autre part, la disponibilité du pain durant les deux journées de l'Aïd El-Adha a encore posé problème, cette année, ce qui n'est pas pour surprendre les consommateurs, habitués à ce comportement des boulangers. Le premier jour, les boulangeries et les maga-

sins d'alimentation générale ont vendu leurs stocks de pain bien avant la prière de l'Aïd, puis ont fermé boutique pour le reste de la journée. Néanmoins, le pain était disponible chez les revendeurs, sur les trottoirs de presque tous les quartiers de la ville, à 15 voire 20 DA la baguette, parfois davantage. Le deuxième jour, la situation s'est un peu améliorée, mais la tension était encore perceptible. Mais c'est le mercredi, veille de l'Aïd, que la tension était à son summum, particulièrement durant l'après-midi. Les consommateurs ont fait le plein de pain, raflant tout ce qui était disponible sur le marché. Certains consommateurs ont acheté jusqu'à 15 ou 20 baguettes pour les mettre dans les congélateurs, évitant les tracasseries habituelles pour ce produit les jours de l'Aïd. «On ne peut faire autrement. Le pain, surtout durant l'Aïd El-Adha est une denrée incontournable. Nous

faisons des stocks pour éviter les mauvaises surprises», avouent plusieurs citoyens dans les différents quartiers d'Oran. Le lait en sachet a également connu une certaine tension durant l'Aïd. Rares étaient les commerçants qui en proposaient. Par contre, le lait en pack à 80 et 90 DA était présent chez tous les commerçants.

Quant aux marchands de fruits et légumes, la plupart sont restés fermés, exceptés quelques rares commerces qui ont ouvert vendredi matin pour écouler les produits qui leur restaient. Le transport a également posé problème, jeudi et vendredi, notamment les bus du secteur privé et les taxis. Beaucoup ont préféré faire une pause durant ces deux jours. Seuls le tramway et les bus de l'ETO (entreprise publique) ont assuré leur mission durant la fête.

Lamine D.

## Ouargla

## Dix nouvelles stations 4G LTE mises en service

Dix nouvelles stations de la 4G LTE (évaluation à long terme) ont été mises en service, récemment, dans la wilaya de Ouargla, a-t-on appris auprès des responsables de la Direction opérationnelle des télécommunications (DOT). Ces nouvelles stations, qui s'ajoutent à huit équipements similaires déjà opérationnels, sont ins-

tallées à travers les localités de Frane et El-Bour (commune de N'goussa), Aouinet Moussa (Sidi-Khouiled), Saïd-Otba (Ouargla), El-Hedjira, El-Alia, Blidet-Amor, Ain Sahra (Nezla), El-Ksour (Mégarine) et Hassi Messaoud, a précisé le chargé de communication à la DOT, Omar Thelib. Cette technologie permettra de moder-

niser les prestations téléphoniques en mode fixe et offrira un meilleur accès à l'internet à haut débit aux abonnés, notamment au niveau des zones reculées, a-t-il expliqué. Lancée en 2014 à Ouargla, la 4G LTE, qui compte actuellement, près de 2 718 abonnés dans les communes de Ouargla, Rouissat, Ain El-Beida et Hassi-Messaoud et

Touggourt, devra passer, avant la fin de l'année courante, à plus de 4 300 nouveaux abonnés. La commercialisation de la 4G LTE a suscité, ces derniers jours, un vif engouement des citoyens désireux de bénéficier de cette nouvelle technologie, a-t-il dit. «Algérie Télécom (AT) dispose, dans la wilaya de Ouargla, d'un réseau

commercial composé de six agences commerciales de télécommunication (Actel) au niveau des daïras de Ouargla, Hassi-Messaoud, Touggourt et Témacine, outre deux divisions (Dictel) à El-Hedjira et Taïbeb», selon la même source.

S.L.

## Béchar

## Près de 12 300 demandes d'emplois enregistrées depuis janvier

Quelques 12 287 demandes d'emplois ont été enregistrées, de janvier à fin août derniers, par la direction de l'Agence nationale de l'emploi (Anem) de Béchar, a-t-on appris auprès de cet organisme. Ce volume ne peut être satisfait par l'offre qui s'élève à 2 558 postes d'emplois seulement, dont 1 607 offerts par le secteur privé et 951 par le secteur public, dans différentes branches d'activité, a-t-on précisé. Les postes de travail temporaires,

avec un total de 2 617 placements, viennent en tête des offres de travail dans la wilaya, contre seulement 61 postes permanents créés durant la même période, a-t-on signalé à l'Anem. Cette agence a pu faire bénéficier, au titre du dispositif d'aide à l'insertion professionnelle (DAIP), 740 postulants à travers la wilaya et 833 autres au titre des contrats de travail aidés (CTA), durant la même période, a-t-on ajouté. Ce dernier dispositif (CTA) attire

de nombreux jeunes chômeurs de la région, en raison du complément de salaire versé par l'employeur et l'assurance d'intégration professionnelle après trois années d'activité, comme le prévoit ce programme d'emploi public, selon la même source. L'Anem organise périodiquement des rencontres pour l'incitation des pourvoyeurs locaux d'emplois à offrir de nouveaux postes de travail au profit des jeunes et des demandeurs d'emplois

en général. Le manque d'un tissu industriel et le déficit enregistré en matière d'investissements dans les secteurs porteurs, comme l'agriculture et le tourisme, constituent un frein au développement des offres en emploi, mais aussi au développement global de la wilaya, ont fait savoir des observateurs locaux lors d'une récente journée d'information sur l'emploi initiée par l'Anem de Béchar en son siège.

A.M./agences



Tunisie/Prochain quinquennat

# Plus de 7 milliards de dinars pour des projets routiers

■ Le plan du prochain quinquennat vise à impulser les projets suspendus et à parachever la réalisation des projets d'autoroutes en cours, outre le démarrage de la réalisation des autoroutes liant les régions de l'est du pays, à celles du centre-ouest et du sud-ouest.

Par Souhila K.

Des investissements de l'ordre de 7 665 millions de dinars (MD) seront consacrés aux projets routiers au titre du prochain quinquennat de développement (2016-2020). Selon des données fournies par le ministère de l'Équipement, de l'Habitat et de l'Aménagement du littoral, ces investissements seront répartis sur 1 350 MD pour les autoroutes, 1 400 MD pour les routes structurées et 800 MD pour les routes du Grand Tunis ainsi que 750 MD pour l'entretien et la maintenance. Ils serviront également à l'aménagement des routes en milieu rural et à l'assainissement des réseaux numérisés moyennant respectivement 450 MD 750 MD pour l'assainissement des réseaux numérisés. Les programmes de maintenance seront également renforcés à travers la garantie de l'entretien régulier du réseau routier, la réparation des dégâts dus aux inondations et l'aménagement des routes en milieu rural pour les lier au réseau routier. Dans le domaine de l'habitat, le plan du prochain quinquennat de développement vise à développer les logements mis à la location et à



Ph.: DR

lutter contre le phénomène de la construction anarchique ainsi que le parachèvement de la réalisation des deux premières composantes du programme spécifique au logement social. Selon la même source, le département de tutelle devrait œuvrer à aug-

menter l'offre de logements mis à la vente à travers l'incitation à la production et le développement des mécanismes de production outre la révision des moyens de financement du logement social et l'amélioration de l'exploitation des réserves fon-

cières disponibles. S'agissant de l'aménagement du littoral, le plan du prochain quinquennat repose sur le développement du cadre institutionnel et législatif à travers la création d'une structure nationale chargée de la discussion des politiques et des

grandes orientations dans le domaine. Il s'agit également de l'élaboration d'une politique inclusive dans le domaine des réserves foncières et la révision des textes juridiques relatifs à l'aménagement du littoral en tenant compte des nouvelles orientations en matière de décentralisation. Il sera également procédé à la facilitation des procédures et la simplification des délais dans la planification urbaine tandis qu'à moyen terme, les stratégies relatives à l'aménagement du littoral seront révisées outre l'élaboration d'une politique foncière au niveau local et la création de réserves foncières. Concernant la protection des villes des inondations, le plan du prochain quinquennat envisage la programmation de projets pour protéger les villes les plus exposées aux dangers des inondations, le renforcement de la maintenance des ouvrages réalisés pour garantir une meilleure efficacité et durabilité. Il prévoit aussi l'élaboration de nouvelles études et l'actualisation des données relatives aux grandes villes et agglomérations qui connaissent un développement urbain important, moyennant environ 300 millions de dinars. S.K./agences

## Mauritanie Naissance d'un pôle politique dénommé: Bloc pour l'entente nationale

LA CRÉATION du nouveau pôle politique, constitué des partis du rassemblement pour la Mauritanie «Temam», La Nouvelle Génération et El Moustaqbel, a été annoncée à Nouakchott, lors d'une conférence des dirigeants de ces partis. Le président du parti Temam, Youcef Ould Horma Ould Bejana, a indiqué, en sa qualité de président du Bloc que le pôle milite au sein de l'opposition et ces partis fusionnent en une seule entité pour réaliser leurs aspirations du changement.

Il a souligné que le moyen pour atteindre cet objectif, demeure uniquement dans l'amorce d'un dialogue national inclusif, sincère et responsable tendant vers un intérêt national réel. Notons que les partis membres de ce nouveau pôle politique ont tous participé à la rencontre consultative préliminaire au dialogue national inclusif.

R.M.

## Conflit en Libye

### Mogherini invite toutes les factions à faire des choix «courageux»

La Haute représentante de l'Union européenne (UE) à la Sécurité et à la Politique extérieure, Federica Mogherini, a salué les progrès accomplis par les parties engagées dans le dialogue inter-libyen, invitant ces dernières à faire des choix «courageux et responsables», a indiqué l'UE dans un communiqué. Accueillant favorablement «les progrès substantiels» accomplis par les parties libyennes dans le cadre du dialogue inclusif libyen, dans l'attente de finaliser l'accord global, M<sup>me</sup> Mogherini a déclaré que «le temps est venu pour prendre des décisions courageuses et responsables pour la

Libye». «Il appartient aux deux parties (belligérantes) de prouver qu'elles sont prêtes à reconstruire leur pays», a souligné M<sup>me</sup> Mogherini dans le même texte. «La dernière étape est généralement la plus difficile. Celle-ci exige un leadership, l'engagement et la volonté commune de travailler ensemble au profit des Libyens qui méritent la paix, la stabilité et la prospérité», a-t-elle souligné. Elle a, par ailleurs, mis l'accent sur l'«impératif de se mettre d'accord, dans les plus brefs délais, sur le texte, objet d'une unanimité entre les parties libyennes grâce aux efforts inlassables du représentant spécial

des Nations unies pour la Libye, Bernardino Leon». «Les protagonistes qui ont pris part aux pourparlers, ont fait preuve jusqu'à maintenant, de responsabilité pour atteindre cette étape», a-t-elle enchaîné. De plus, «la liste des noms qui devraient occuper les postes-clés dans le nouveau gouvernement libyen doit être arrêtée», a ajouté Mogherini, qui a souligné la nécessité de «former le gouvernement d'union nationale, sans délai, et ce, sur la base d'un consensus national». «Cela permettra au peuple libyen de lutter contre les graves problèmes politiques, économiques, sécuritaires et, par-dessus tout,

résoudre la crise humanitaire», a-t-elle poursuivi. La représentante de l'UE a annoncé par ailleurs que l'UE a prévu d'octroyer une aide financière, d'une valeur de 100 millions d'euros, au nouveau gouvernement libyen. En proie au chaos depuis la chute du régime Kadhafi en 2011, la Libye est livrée aux milices et compte deux pouvoirs rivaux, avec un Parlement basé dans la capitale Tripoli aux mains d'une coalition de milices, Fajr Libya, et un autre à Tobrouk (est), le seul reconnu par la communauté internationale.

F.H.

## Lutte du peuple sahraoui pour l'indépendance

### Le Parti démocratique du Timor-Leste exprime son soutien

Le président du Parti démocratique du Timor-Leste, Do Nascimento Adriano, a exprimé «le plein soutien de son parti à la lutte du peuple sahraoui pour la liberté et l'indépendance», à l'issue d'un entretien avec le ministre délégué en charge de l'Asie, Mouloud Saaid, a-t-on indiqué de source diplomatique sahraouie à Dili. L'entretien

auquel a pris part, l'ambassadeur de la RASD au Timor, Mohamed Slama Badi, a eu trait aux excellentes relations bilatérales qui unissent le Front Polisario au Parti démocratique du Timor-Leste et les voies et moyens de les renforcer davantage. M. Adriano a également réaffirmé l'engagement de son parti à entretenir des liens solides et

avec le Front Polisario, réitérant la position constante de son parti en faveur de la cause sahraoui, en tant que lien commun entre les forces politiques au Timor oriental. Il a en outre annoncé la décision des partis politiques et du Parlement timorais d'envoyer une délégation aux camps réfugiés sahraouis et dans les territoires libérés de la RASD pour

s'enquérir de la situation de ces réfugiés. Le ministre délégué en charge de l'Asie, Mouloud Saaid a informé son interlocuteur des derniers développements de la question du Sahara occidental sur la scène internationale et les obstacles dressés par le Maroc contre les efforts de l'Onu pour une solution juste et durable au conflit.

N.B./SPS

Burkina

# Le régiment putschiste dissous lors du Conseil des ministres

■ Les ministres burkinabè ont profité vendredi de leur premier conseil après le coup d'Etat avorté pour dissoudre le Régiment de sécurité présidentielle (RSP) à l'origine du putsch, dont le désarmement était en cours.

Par Ali O.

«Le troisième décret (...) dissout le Régiment de sécurité présidentielle (RSP)», selon le compte rendu de ce Conseil des ministres. La disparition du RSP était réclamée depuis plus de 15 ans par la société civile et certains partis politiques. Après la chute de Blaise Compaoré et l'instauration d'une Transition démocratique, les demandes de dissolution s'étaient faites plus pressantes sans que les autorités aient le courage de passer à l'acte face à cette «armée dans l'armée».

Corps d'élite de 1 300 hommes, le RSP était la garde prétorienne de l'ancien président Blaise Compaoré, chassé par la rue après 27 ans au pouvoir en octobre 2014. Rétabli après l'échec du putsch, le gouvernement de transition s'est réuni à



10h00 locales et GMT dans le centre-ville dans les bureaux du Premier ministre, Isaac Zida, «un cadre plus serein», selon M. Zida, que le palais présidentiel où avait été initié le putsch et qui se situe juste à côté de la principale caserne du RSP. D'importantes mesures de sécurité avaient été mises en place aux alentours.

«Bienvenus chez vous», a déclaré Job Ouedraogo, le directeur de cabinet d'Isaac Zida, au passage des ministres.

Le 16 septembre, c'est en plein conseil des ministres que des soldats du RSP, dont le camp jouxte le palais présidentiel, avaient fait irruption. Ils avaient pris président et gouver-

nement en otage, sonnait le départ du putsch, officiellement prononcé le lendemain.

Vendredi matin, le lieutenant-colonel Zida, lui-même ancien du RSP en délicatesse avec ses ex-collectifs, est allé chercher M. Kafando, qui a fait son entrée au conseil sous les applaudissements.

Simultanément, le Conseil national de la transition (CNT, Parlement intérimaire) s'est réuni à l'Assemblée nationale pour la première fois depuis le putsch. Leur écharpe en bandoulière, les 90 députés ont accueilli le président du Conseil, Cheriff Sy, sous les applaudissements. Ce dernier était passé à la clandestinité durant les quelques jours qu'a duré le coup d'Etat. C'est vers 19h30 que le CNT a finalement rendu publiques les décisions prises durant la séance : dissolution du RSP donc, mais aussi destitution du ministre délégué à la Sécurité Sidi Paré, soupçonné de collusion avec le Conseil national pour la démocratie (CND, pro-Compaoré), mise à

l'écart du chef d'Etat-Major particulier de la présidence, le colonel-major Boureima Kere, ancien aide de camp de Blaise Compaoré et ex-chef du RSP.

Le Conseil a aussi décidé de la création d'une commission d'enquête sur le coup d'Etat, visant à «situer les responsabilités, à identifier les auteurs, complices, militaires et civils impliqués».

Elle «dispose d'un délai de trente jours maximum pour déposer son rapport. Des poursuites judiciaires seront immédiatement engagées à l'encontre des auteurs et complices», selon le texte. Par ailleurs, le conseil a fait état d'un bilan officiel de 11 morts et 271 blessés pendant les événements.

Le gouvernement a aussi annoncé des «concertations» en vue de «fixer le nouveau calendrier électoral». La présidentielle et les législatives étaient prévues le 11 octobre et devraient être décalées de plusieurs semaines.

Un peu plus tôt dans la journée, le procureur général du

Faso du Burkina, Laurent Poda, avait annoncé à l'AFP avoir ouvert une enquête judiciaire sur les événements, laissant entendre que les putschistes seraient un jour jugés.

«Le serpent est blessé mais n'est pas mort», avait mis en garde M<sup>me</sup> Guy-Hervé Kam, le porte-parole du Balai citoyen, organisation de la société civile qui avait joué un rôle prépondérant lors de la chute de Blaise Compaoré, tout en ne voyant «plus de risque majeur pour les élections».

Avant même la dissolution du RSP son armement a commencé dans la journée à être inventorié.

«Le processus de désarmement du RSP au camp Nabaa Koom a bien commencé ce matin. Après l'inventaire dans la matinée, le chargement de l'armement a effectivement débuté ce soir. Tout se passe bien», assurait vendredi soir l'Etat-major des Armées.

Pourtant, selon un haut gradé du RSP, les militaires de base du Régiment, établis à la caserne Naaba Koom, s'y «sont catégoriquement opposés», réclamant au préalable des garanties de sécurité pour eux et leurs familles. Face aux craintes des militaires, le Balai citoyen appelait vendredi soir «à ne s'en prendre ni aux militaires du RSP, ni aux membres de leurs familles, ni aux présumés soutiens civils du coup d'Etat».

Le putsch a avorté mercredi, après que des unités loyalistes eurent fait mouvement vers la capitale pour s'opposer au RSP. Michel Kafando a été officiellement rétabli dans ses fonctions, ainsi que le Premier ministre Zida, l'ensemble du gouvernement et l'assemblée intérimaire lors d'une cérémonie jeudi à Ouagadougou.

A. O.



## Points chauds intellectuels

Par Fouzia Mahmoudi

En France, de nombreux intellectuels de gauche tiennent des discours qui sont souvent assimilés à ceux de l'extrême droite, notamment concernant la laïcité, le communautarisme et la sécurité. C'est le cas notamment du philosophe Michel Onfroy qui est régulièrement accusé par des figures de la gauche de prêcher le discours du Front National. Tant et si bien qu'il a souvent été comparé ces derniers mois à l'un des plus célèbres intellectuels de droite, Éric Zemmour. «Qu'on me reproche d'être l'allié objectif de Marine Le Pen est aberrant. Qu'elle le dise n'est pas étonnant dans sa course à la respectabilité, dans son envie d'avoir des noms d'éventuels compagnons de route, dans son besoin stratégique et tactique et d'un point de vue électoral de remplir le vide intellectuel de son parti», a expliqué le philosophe dans les colonnes du Monde daté du 21 septembre. Et il n'est pas le seul à tenter de prendre ses distances. Le philosophe de droite Alain Finkielkraut, cherche lui aussi à se défaire de cette image. «Je n'ai rien à voir avec le parti de Marine Le Pen et je combats, comme les antifascistes patentés, la haine de l'Autre et l'esprit de clocher», affirmait-il pour sa part dans Le Point en avril dernier. Mais, pour le FN, l'important n'est pas là. Les dirigeants frontistes se réjouissent que ces penseurs très médiatiques «popularisent» leurs idées. «Grâce à eux, on pénètre dans les classes supérieures plutôt réfractaires aux idées du FN. Le FN s'intellectualise et un sympathisant frontiste a des références qu'il peut citer dans des diners en ville», glisse un élu FN. Reste que le Front National n'a en son sein aucun véritable intellectuel qu'il peu mettre en avant et c'est bien là la raison pour laquelle il s'accroche à toute personnalité qui tient des propos anti-communautaristes. Car si Michel Onfroy connaît quelques problèmes avec de nombreuses personnalités de la gauche traditionnelle, il continue, lui, malgré tout à s'en réclamer. Même Éric Zemmour qui est certainement l'intellectuel à tenir les propos les plus outranciers et les plus proches de ceux du FN refuse obstinément que soit fait le moindre lien entre sa personne et le parti de Marine Le Pen. Le Front National risque ainsi de devoir, pour le moment du moins, se passer de toute légitimité intellectuelle, et devra se suffire de sa popularité auprès des Français qui, d'après de nombreux sondages, semblent bel et bien prêts à envoyer Marine Le Pen à l'Élysée en 2017.

F. M.

## Niger 15 civils tués dans une attaque de Boko Haram

Quinze civils ont été tués et quatre blessés jeudi dans une attaque du groupe islamiste Boko Haram dans un village du sud-est du Niger proche du Nigeria, a annoncé vendredi la télévision d'Etat nigérienne.

Le bilan de cette attaque cruelle et barbare de la nébuleuse Boko Haram est lourd : 15 morts et quatre blessés, a précisé la télévision d'Etat nigérienne Télé Sahel.

Les assaillants, au nombre d'une dizaine et armés de fusils, étaient venus à pied pour commettre le massacre dans un village nigérien situé sur les bords de la rivière Komadougou Yobé, qui sert de frontière naturelle entre le Niger et le Nigeria, a précisé la télévision.

Parmi les morts figure le chef du village attaqué, selon la radio privée Anfani. Cette attaque des islamistes est intervenue le jour de la fête musulmane d'Aïd al-Adha (fête du mouton) et après

près de deux mois d'accalmie dans cette zone. Plusieurs hauts fonctionnaires locaux, des responsables militaires et des chefs coutumiers ont assisté vendredi à l'enterrement des victimes, d'après les images diffusées par Télé Sahel.

Nous avons trouvé un spectacle désolant, une quinzaine de personnes ont été exécutées, dont quatre ressortissants du Nigeria, a déploré à la télévision Hassane Ardo, un responsable du gouvernement de Diffa, la capitale provinciale du sud-est nigérien.

Vingt-deux maisons, un véhicule et un moulin à grains ont été incendiés par les assaillants, a déclaré Hassane Ardo. Nous avons invité la population qui fuyait le village à rester car un dispositif militaire est mis en place pour leur sécurité, a-t-il assuré.

Depuis février, Boko Haram et ses éléments locaux ont perpé-

tré des attaques meurtrières dans la zone de Diffa (sud), frontalière du nord-est du Nigeria, fief des insurgés islamistes.

Les armées du Nigeria, du Tchad, du Niger et du Cameroun luttent ensemble contre les insurgés désormais affiliés à l'organisation Etat islamique (EI), auxquels elles ont infligé de sérieux revers ces derniers mois. Mais les violences et les attentats du mouvement armé n'ont pas cessé.

Pour combattre Boko Haram, les quatre pays et le Bénin ont mis sur pied une Force d'intervention conjointe multinationale (MNJTF) dotée de 8 700 militaires, policiers et civils, avec un quartier général à N'Djamena au Tchad. La coalition a sans conteste affaibli la nébuleuse islamiste mais pour autant elle ne s'avoue pas vaincue, a reconnu le président du Tchad, Idriss Déby Itno, lors d'une visite lundi dernier au Niger.





Prix Interallié 2015

# Boualem Sansal encore sélectionné

■ Après les premières sélections du Goncourt, du Renaudot, du Médicis et du Femina, l'écrivain algérien francophone, Boualem Sansal, fait partie des treize auteurs retenus par le jury du prix Interallié qui sera remis le 12 novembre. Il entre également dans le top 20 des meilleures ventes toutes catégories.

Par Amel D.

Le jury de l'Interallié, qui remet son prix après tous les autres, a donné sa première sélection. La tradition veut que ce soit une récompense décernée aux écrivains journalistes, mais les jurés ouvrent volontiers leur liste. Première remarque : Boualem Sansal, l'auteur du très remarqué 2084, la fin du monde (Gallimard), déjà retenu par les jurys du Goncourt, du Renaudot, du Médicis, du Femina et du Flore, est également présent sur la liste de l'Interallié. On a rarement vu un écrivain faire autant l'unanimité, du moins sur la ligne de départ. Après, on sait que les jurys peuvent toujours étonner.

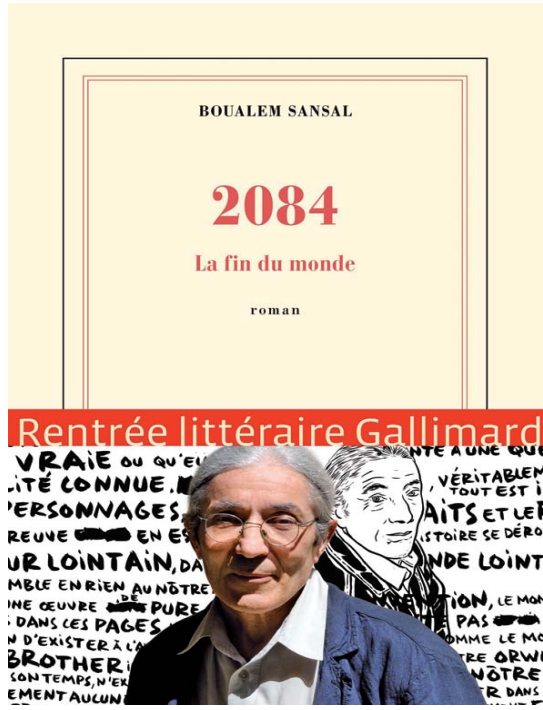
On se souvient l'an dernier d'Éric Reinhardt, avec «L'amour et les forêts» (Gallimard), en lice pour le Goncourt, le Renaudot et le Médicis, qui n'avait pas pu décrocher l'un de ces prix (il eut tout de même les prix France Culture-Télérama, celui du roman France Télévisions et le Renaudot des lycéens). Parmi les treize sélectionnés, il y a Mathias Enard, déjà en piste

pour le Goncourt et le Femina. En plus de l'Interallié, Christophe Boltanski et Charles Dantzig concourent tous les deux pour le Renaudot, le Médicis et le Femina. Le prix Interallié sera remis le 12 novembre. Avant ça, une deuxième sélection doit se dérouler le 21 octobre et une troisième aura lieu le 4 novembre.

## Top 20 des meilleures ventes

Pour Boualem Sansal, un bonheur ne vient jamais seul. Le magazine «Livres Hebdo» vient d'annoncer que son roman fait son entrée, à la 18<sup>e</sup> place du Top 20 du classement des meilleures ventes toutes catégories confondues établi par le cabinet GfK, pour la semaine du 14 au 20 septembre. Il rejoint ainsi les autres titres de la rentrée littéraire déjà présents au palmarès: «D'après une histoire vraie» de Delphine de Vigan (Lattès), «Un amour impossible» de Christine Angot (Flammarion) et «Le Crime du comte Neville» d'Amélie Nothomb (Albin Michel), souligne «Livres Hebdo».

A. D./ agences



Rentrée littéraire Gallimard



A 72 ans, Julio Iglesias annonce son retrait des studios

## «Je voudrais chanter jusqu'à mon dernier jour»

Le «latin lover» le plus célèbre du monde, Julio Iglesias, qui a fêté ses 72 ans a annoncé que son album «Mexico» était son dernier enregistrement studio mais affirmé qu'il continuerait de chanter jusqu'à ce que «la vie ou le public» l'en empêchent. Ceci «est le dernier disque de ma vie enregistré en studio», a affirmé à Mexico le chanteur espagnol mercredi lors d'une conférence de presse de présentation de l'album de reprises de chansons mexicaines. Il a expliqué que l'enregistrement studio était «complicité» et précisé ne plus avoir envie de passer un an et demi à faire un disque. Ce

«retrait» est dû au fait que «je n'ai pas un an et demi» à consacrer à des enregistrements studios, «parce que ce sont de longs disques que je fais», s'est-il justifié. En revanche, «je ne vais pas me retirer (de la scène) jusqu'à ce qu'on m'en empêche, que ce soit la vie ou le public», a affirmé le chanteur de charme. «Je voudrais chanter jusqu'à 150 ans, chanter jusqu'à mon dernier jour», s'est-il exclamé en riant. En juin, Julio Iglesias a été opéré pour une douleur à l'épaule, consécutive à un accident survenu il y a 52 ans. Reconnaisant qu'il y a deux mois, il ne pouvait même pas marcher, le père du chan-

teur Enrique Iglesias, 40 ans, a assuré que malgré l'âge, il se sentait bien. «J'ai mal partout, mais c'est logique. Mais je n'ai pas mal à l'âme, l'âme ne m'a jamais fait souffrir et tant que je n'ai pas mal à l'âme, je resterai vivant», a-t-il insisté.

«Parfois, j'ai 20 ans, parfois j'ai 1 000 ans», a-t-il ironisé ensuite. Célèbre pour ses chansons romantiques et sa vie amoureuse prolifique, Julio Iglesias est considéré comme l'artiste de langue espagnole ayant vendu le plus d'albums au monde, avec 300 millions d'exemplaires écoulés, selon le livre Guinness des records. B.A.

Littérature américaine

## L'écrivain James McBride fait revivre l'abolitionniste John Brown

Qui se souvient de John Brown, un Blanc qui finit sur la potence en 1859 pour avoir voulu libérer les esclaves noirs les armes à la main ? «Hormis quelques vieux, presque plus personne y compris aux Etats-Unis», répond l'écrivain américain James McBride.

Le romancier noir, par ailleurs musicien de jazz, compositeur et scénariste, ressuscite cette figure oubliée de l'histoire américaine dans «L'oiseau du bon Dieu», roman d'aventure récompensé par le National Book Award, l'une des plus prestigieuses distinctions littéraires des Etats-Unis. «Je raconte des histoires, je joue de la musique, je fais ce que j'aime. Je suis un homme béni», explique James McBride, rencontré à Paris où il présente l'édition française de son livre tout en profitant de son séjour pour donner

quelques concerts avec son quintet de gospel, «The Good Lord Bird Band». «La musique n'est pas assez grande pour contenir mes rêves. Raconter des histoires m'aide à vivre», ajoute-t-il, mêlant à l'anglais des bribes de français, appris dans le pays à la fin des années 1970. «J'aime écouter les histoires des gens, surtout celles des Noirs, des pauvres. Je leur fait confiance. J'aime ces gens-là», dit ce New-Yorkais, chapeau rond vissé sur la tête.

Agé de 58 ans, il est le fils d'un pasteur noir, décédé cinq mois avant sa naissance, et d'une femme blanche, fille d'un rabbin converti au catholicisme et originaire de Pologne. «C'était la seule femme blanche de notre quartier mais les femmes noires la respectaient», se souvient-il. John Brown, le héros de son livre

qui, la Bible dans une main et le fusil dans l'autre, décida avec sa petite bande de libérer les Noirs de l'esclavage en 1856, est, quand il n'est pas tombé dans l'oubli, pris pour un dangereux illuminé. L'histoire est racontée du point de vue d'un garçon noir de 12 ans, Henry, libéré quasiment contre son gré par le «vieux» Brown qui le prend pour une fille et l'affuble de vêtements féminins. Dès lors, le jeune garçon vivra dans la peau d'une fille. Petit à petit, il prendra conscience de ce que signifie la liberté. «Si les plus vieux connaissent John Brown, notamment à cause des chants à l'Eglise, les plus jeunes ignorent qui il était», dit James McBride. «En fait, analyse-t-il, les Noirs américains s'intéressent peu à leur histoire car nous continuons de la vivre, c'est notre quotidien». Le récit est écrit dans

une langue truculente. Quelques figures historiques sont sévèrement malmenées comme celle de Frederick Douglass, un Noir, une des grandes voix abolitionnistes aux Etats-Unis au XIX<sup>e</sup> siècle, présenté dans le livre comme un velléitaire alcoolique. «C'était avant tout un politicien, j'ai du respect pour lui mais c'était si drôle de le caricaturer, je n'ai pas pu résister», s'excuse en riant l'écrivain iconoclaste. En revanche, plusieurs portraits de femmes noires sont magnifiés. Le lecteur n'oubliera pas le courage et la volonté de Harriet Tubman ou Sibonia, deux personnages réels qui traversent le livre. «C'est la grande différence entre les hommes et les femmes noirs. Les hommes prêchent et les femmes font le boulot», fait valoir James McBride.

R.C.

## RENDEZ-VOUS CULTURELS

**Centre culturel Mustapha Kateb**  
Jusqu'au 2 octobre :  
Exposition de la plasticienne  
Chafika Feghir

**Carrefour des Artistes (Tahtahat elFananin)**  
Jusqu'au 15 octobre :  
Soirées chaabi animées par  
une pléiade d'artistes profes-  
sionnels

**Complexe culturel Abdelouahab-Salim, Chenoua**  
Jusqu'au 30 septembre :  
Exposition d'art plastique  
«Paysage et calligraphie» avec  
Ahmed Arbouche.  
**Maison de la culture de Tizi Ouzou**  
Jusqu'au 29 septembre :  
Festival national du film ama-  
zigh

**Galerie d'Art Aïcha-Haddad**  
Jusqu'au 1er octobre :  
Exposition de peinture de l'ar-  
tiste Mourad Boucenna

**Palais de la culture Mouhamed Laid Al Khalifa de Constantine**  
Jusqu'au 10 octobre :  
«Les arts visuels», exposition  
collective des artistes de l'Est  
Jusqu'au 12 novembre :  
Exposition collective intitulée  
«Al aswat al naouba»

**Palais de la culture Malek-Haddad, Constantine**  
Jusqu'au 10 octobre :  
Exposition «Douleur» (peinture  
et sculpture) des artistes  
Moulay Taleb Abdellah et  
Benazouz  
Noureddine.  
Jusqu'au 10 octobre :  
Exposition sur «Le chant spiri-  
tuel constantinois».

**Parking de l'hypermarché Uno, Aïn Defla**  
Jusqu'au 30 septembre :  
Cirque Amar El Floreligio.

**Musée national du Bardo**  
Jusqu'au 30 septembre :  
Exposition artistique intitulée  
Altiba9

Coup-franc direct



Stoppez l'hémorragie !

Par Mahfoud M.

**A** la veille de la cinquième journée de la Ligue 1, les entraîneurs de certaines formations sont sous pression et risquent encore une fois d'être débarqués, ce qui alourdira la liste des coachs limogés jusqu'à présent. Certes, l'avenir de tout coach est tributaire des résultats enregistrés par son équipe, mais des voix s'élèvent pour demander la protection de ces techniciens qui méritent qu'on leur accorde beaucoup plus de temps afin d'asseoir leurs manières de travailler et tenter de mettre de nouvelles bases à long terme. Certains affirment que l'hémorragie doit être stoppée car on ne peut à chaque fois rester inactif devant les caprices de certains dirigeants obnubilés par le changement d'entraîneurs utilisés comme fusibles qu'on fait sauter juste pour satisfaire certains caprices. Des observateurs pensent qu'il est temps de mettre en place des lois pour protéger les techniciens qui sont toujours sacrifiés à chaque contre-performance de leur équipe. Il faut tenter de jeter de nouvelles bases pour conduire les dirigeants de ces clubs à respecter les contrats conclus avec ces entraîneurs pour les garder quels que soient les résultats. On ne peut pas penser à améliorer le niveau de la balle ronde nationale si l'on ne protège pas ces coachs qui sont de véritables laissés-pour-compte.

M. M.

Classement Fifa (Dames)  
L'Algérie se maintient à la 79<sup>e</sup> place

L'ALGÉRIE s'est maintenue à la 79<sup>e</sup> place du classement mondial féminin de la Fédération internationale de football (FIFA) publié ce vendredi, et qui voit les Etats-Unis occuper la tête du classement pour la 2<sup>e</sup> fois consécutive, a annoncé vendredi l'instance mondiale du football. Le podium du continent africain est dominé par le Nigeria (38<sup>e</sup> mondial) le Cameroun (45<sup>e</sup>) et la Guinée équatoriale (50<sup>e</sup>) qui fait une progression de 5 places. L'Algérie (7<sup>e</sup> sur le plan africain), devance respectivement le Maroc (8<sup>e</sup>/81), la Tunisie (9<sup>e</sup>/82) et l'Egypte (10<sup>e</sup>/89). Le top 10 du classement Fifa féminin reste stable avec un podium toujours composé des Etats-Unis, de

l'Allemagne et de la France. Seul changement parmi les dix premiers, la Corée du Nord a grimpé de deux rangs (6<sup>e</sup>) au détriment du Brésil (7<sup>e</sup>) et de la Suède (8<sup>e</sup>), grâce à sa victoire dans la Coupe d'Asie de l'Est.

Classement mondial :

1. Etats-Unis
2. Allemagne
3. France
4. Japon
5. Angleterre

Classement africain

1. (38<sup>e</sup> mondial) : Nigeria
2. (45<sup>e</sup>) : Cameroun
3. (50<sup>e</sup>) : Guinée équatoriale
- ...7. (79<sup>e</sup>) : Algérie

Sélection algérienne U20

25 joueurs en stage à Alger à partir d'aujourd'hui

LA SÉLECTION algérienne de football des moins de 20 ans effectuera un stage du 27 septembre au 1<sup>er</sup> octobre 2015 au Centre technique de la Fédération algérienne de football à Sidi Moussa (Alger), a indiqué vendredi la FAF. A la tête des U-20 algériens depuis février 2015, l'entraîneur Mohamed Mekhazni, a entamé une large phase de prospection en avril dernier pour monter une équipe en prévision des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations (CAN-2017) qui aura lieu en Zambie. Plusieurs stages et matchs amicaux ont été programmés pour dégager un groupe homogène. Le sélectionneur national a

convoqué pour ce regroupement vingt cinq joueurs dont voici les noms :

Douar Youcef/ El Melali Farid/ Sifour Abdelmoumen/ Kelam Hamza/ Bouguerra Aymen/ Beddou Rafik/ Belaribi Mohamed Alae Eddine/ Hamra Abderrahim/ Rahmoun Benamar/ Boumechra Mohamed Reda/ Farhi Brahim/ Yaiche Lyes/ Merouani Mhamed/ Fellahi Said/ Larbi Seddik/ Saadi Smail/ Benothmane Mansour/ Belouchet tarek/ Abdelfetah Hakim/ Dribi Aissa/ Boutrig Abderrahim/ Khacef Mohamed Naoufel/ Boutamina Hammad/ Bouhalfaya Zakaria/ Amri Hadj Abderrahmane.

Afrobasket 2015 dames

La sélection s'incline face au Sénégal

LA SÉLECTION algérienne féminine de basket-ball a été battue par le Sénégal 70 à 62 (mi-temps: 36-29) vendredi à Yaoundé (Cameroun) pour le compte de la 2<sup>e</sup> journée (Groupe

B) du championnat d'Afrique des nations (Afrobasket 2015 dames). Les Algériennes se sont inclinées jeudi lors de la journée inaugurale devant l'Egypte sur le score de 96 à 55. Le cinq algé-

Demi-finales de la Ligue des champions d'Afrique/El Hillal (Soudan)-USMA aujourd'hui  
Les Rouge et Noir pour un exploit

L'USM Alger sera au rendez-vous aujourd'hui avec la demi-finale aller de la Ligue des champions d'Afrique, face à la formation soudanaise d'El Hillal qui aura pour théâtre le stade d'Oum Derman à El Khartoum.

Par Mahfoud M.

**A**près avoir dominé ses adversaires de la tête et des épaules lors de la phase des poules, les Rouge et Noir se doivent de confirmer leur parcours presque sans faute, étant donné qu'ils avaient enregistré cinq sur six victoires. Les gars de Soustara feront tout leur possible pour revenir avec un résultat probant et prendre de ce fait option pour la qualification pour la finale de la plus prestigieuse des compétitions africaines même s'il leur faudra être sur leurs gardes pour cette première manche qui les opposera à une équipe soudanaise très en verve et qui aura la même ambition de passer ce cap et jouer pour la première fois de son histoire la finale de la Ligue des champions. Le match se jouera dans un contexte assez spécial pour les Usmistes qui seront handicapés par l'absence de son maître à jouer, Youcef Belaïli, meilleur passeur de l'équipe qui a été suspendu par la CAF pour une durée de deux ans après un contrôle positif suite à l'analyse effectuée juste après le match du MCEE pour le compte de la cinquième journée de la phase des poules. Il est clair que son absence se fera ressentir quand on sait qu'il a été



Les Usmistes pour prendre une option

derrière la majorité des réalisations de l'équipe, que ce soit en marquant ou en délivrant des passes décisives. Malgré cela, les poulains de Hamdi tenteront de faire avec et de se concentrer sur leur sujet pour tenter de revenir avec un résultat positif. «Youcef est un frère pour nous. C'est quelqu'un de bien, ceux qui le connaissent peuvent le confirmer. Nous aurions voulu écrire l'histoire tous ensemble, mais dommage ça ne sera pas le cas. Il a débuté cette aventure avec

nous, c'est normal que nous voulions lui offrir cette coupe. Il ne sera pas présent avec nous sur le terrain, mais nous savons qu'il restera à fond derrière nous», dira El Orfi, qui confirme donc que tous les joueurs souhaitent lui dédier la qualification à la finale. Le joueur usmiste pense que ce match sera difficile à négocier mais il reste quand même confiant, avouant que son équipe a les moyens pour le gérer.

M. M.

MC Alger

Valdo irrite la direction

L'entraîneur adjoint du Mouloudia a irrité la direction du Mouloudia d'Alger et sera donc appelé à s'expliquer au sujet des trois jours de repos qu'il a accordés aux joueurs, sans pour autant laisser un programme de travail comme l'a confié Artur Jorge à Farhi. Le Mouloudia est donc le seul club à avoir accordé un long repos aux joueurs, bien que l'équipe ait un match. Cela reste incompréhensible pour les dirigeants qui semblent outrés par cette manière de faire du coach-adjoint qui se comporte comme bon lui semble, ce qui ne cadre pas avec la politique du club qui compte recadrer ainsi ce membre du staff technique. Par ailleurs et sur un autre plan, on croit savoir que le tout nouveau président du CSA du Mouloudia d'Alger, Achour Betrouni, devrait effectuer une réunion de présentation à la veille du match qui

opposera l'équipe face à l'USM El Harrach pour le compte de la cinquième journée du championnat et ce, lors de la mise au vert qui aura lieu à Alger. Betrouni tentera de motiver ses joueurs pour faire de leur mieux afin de remporter ce derby et améliorer donc le classement de l'équipe. Betrouni, lors d'une déclaration au confrère Le Buteur pour sa première sortie publique, a avoué que cela était un honneur pour lui de prendre la présidence du club dont il est supporter

depuis son enfance et qu'il ne pouvait pas ainsi refuser l'appel du Mouloudia et l'offre de Sonatrach, même s'il sait que sa mission ne sera pas du tout facile et qu'il s'attend à une mission très compliquée. Betrouni avouera qu'il tentera de remettre de l'ordre dans le club et qu'il n'y aura pas de place pour le bricolage. Il ne craint pas de relever le défi, lui, un ancien footballeur pour qui le football n'a pas de secret.

Raouf F.

FC Porto

La clause de départ de Brahimi relevée à 60 millions d'euros

L'international algérien Yacine Brahimi et le FC Porto ont signé un nouveau contrat relevant la clause de départ du joueur à 60 millions d'euros, contre 50 millions auparavant, a annoncé jeudi le club portugais dans un communiqué. Le milieu de 25 ans s'était engagé pour cinq ans au FC Porto en juillet 2014, en provenance du club espagnol de Granada. Le transfert avait été conclu pour 6,5 millions d'euros. Brahimi s'est imposé au sein du club du nord

du Portugal, avec lequel il a mis 13 buts en 42 matches la saison dernière. Il a aussi été sacré joueur africain de l'année en décembre, à l'issue d'une consultation réalisée par la BBC, le groupe public de radio-télévision britannique. Le joueur, qui totalise 23 sélections et 4 buts en équipe nationale, s'est illustré avec les Fennecs lors du Mondial-2014, contribuant à la qualification de l'Algérie pour les huitièmes de finales.

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Allaghan/ Tazmalt

## Des citoyens empêchent la destruction d'un site archéologique

UNE CINQUANTAINE de personnes issues de la société civile et du mouvement associatif d'Allaghan ont protesté, hier, contre les travaux de décapage de terres qui ont débuté mercredi dans cette colline abritant un site vieux de plus de 2 500 ans, représentant des ruines berbéro-romaines, par le groupement d'entreprises sino-algérien chargé de la réalisation de la pénétrante autoroutière de Béjaïa reliant Bouira au port de Béjaïa sur 100 km environ, dont 86 km dans la wilaya de Béjaïa. Le site dit Tablazt était à l'origine un lime romain qui regorge de pièces archéologiques d'une valeur historique inestimable : pièces de monnaie, poteries, tuiles, pierres portant des inscriptions et des dessins, etc. Il appartient aux services agricoles et contient de très beaux oliviers. Autrefois fertile, il a été laissé à l'abandon depuis la fin des années 1980. Au début de l'année 1990, le site avait fait l'objet de destruction ; plusieurs pièces ont été volées mais un groupe de jeunes a pris l'initiative de sauvegarder ce qui en restait en entreposant des colonnes et des pierres taillées au niveau du siège de la ferme pilote Mira-Abderrahmane à Allaghan. Aujourd'hui, le site est squatté par des jeunes adolescents du village Allaghan et transformé en terrain de football, faute de lieux de loisirs dans ce grand village issu de la commune et daïra de Tazmalt, ceci avant que cette affaire ne débute. Nous avons appris que le chef de daïra et le chef de la brigade de la gendarmerie de Tazmalt se sont rendus sur les lieux. Le chef de daïra a ordonné «l'arrêt immédiat des travaux en attendant que la situation s'éclaircisse davantage». Il a discuté aussi avec les protestataires qui ont exigé «l'arrêt immédiat des travaux et l'annulation de l'autorisation attribuée à l'entreprise chinoise» afin de creuser ce mamelon et transférer des tonnes de terres vers le tracé de l'autoroute de Béjaïa pour le remblayage des vides en vue de préparer le lit de l'autoroute avant la pose des graviers et autres matériaux. Une manière aussi de réduire les quantités des couches des matériaux avant la pose du béton bitumineux. L'entreprise chinoise a été ainsi empêchée de décapier le site et renvoyée avec ces engins de ce lieu. Les protestataires dénoncent «un acte barbare, une atteinte grave à un site archéologique et la mémoire collective». Ils dénoncent également «une volonté délibérée de porter atteinte au patrimoine culturel de la région

et d'effacer toutes les traces ou ce qui reste de la culture amazighe». Les mécontents ont exigé, à l'occasion, l'envoi d'experts et archéologues pour faire des fouilles sur ce mamelon vierge où des ruines d'une ville romaine sont ensevelies et exigé aussi sa protection, voire son classement comme patrimoine national. Selon Djamel Arezki (auteur et doctorant en anthropologie culturelle à l'EHESS de Paris), un des initiateurs de ce mouvement de protestation, «nous ne sommes pas contre le projet de l'autoroute de Béjaïa mais contre le massacre et la destruction du site qui est toujours vierge». Pour lui, «l'entreprise dispose d'un PV manuscrit qui ne porte même pas de sceau officiel». Et d'ajouter : «Nous avons contacté les autorités communales mais personne n'est venu», poursuivant l'énumération «des dégâts irréversibles causés à ce site : destruction d'un mur de pierres taillées, dispersion des objets archéologiques telles que des pierres taillées portant des inscriptions et des dessins, objets cassés (poterie) etc.». Dans une déclaration qui nous a été adressée hier, l'auteur alerte les pouvoirs publics sur la destruction d'un patrimoine archéologique : «Le site archéologique berbéro-romain de Tablazt-Tazmalt, wilaya de Béjaïa, vieux de plus de 2 500 ans, est livré depuis mercredi passé à la destruction par une entreprise chinoise avec la complicité des autorités», lit-on dans la déclaration. Et d'ajouter : «Pour arrêter ce massacre et la destruction de la mémoire collective, les habitants d'Allaghan se sont mobilisés ce samedi pour dénoncer cet acte barbare et exiger l'arrêt immédiat des travaux». «La mobilisation est de rigueur et les habitants sont déterminés à faire aboutir leur revendication principale : la préservation de ce site historique», lit-on encore dans le document.

Hocine Cherfa

## Ali-Mendjeli (Constantine)

### Une galerie souterraine pour lutter contre les crues

LES TRAVAUX de réalisation d'une galerie souterraine destinée à lutter contre les inondations viennent d'être lancés à la nouvelle ville Ali-Mendjeli, a-t-on appris, hier, auprès de la direction des ressources en eau. Ce «projet d'urgence», décidé au lendemain des crues qui avaient affecté cette agglomération à la fin du mois d'août dernier, sera

réceptionné dans un délai de «six mois», a-t-on affirmé. La galerie souterraine est en réalisation à l'entrée de la ville, selon la même source qui a précisé que l'emplacement a été choisi dans la partie basse de la ville pour permettre l'écoulement des eaux déversées. La réalisation de ce projet a nécessité un investissement public de six

cents millions de dinars, a-t-on également souligné, précisant que ce montant a été dégagé dans le cadre de la restructuration d'une opération d'alimentation en eau potable (AEP), «s'agissant d'une opération d'urgence». Traversée par un oued, la ville d'Ali-Mendjeli est exposée à d'importants risques d'inondations.

Said F.

la commune de Souani (Tlemcen), les gardes-frontières du poste Hadj Miloud ont saisi une quantité de kif traité, dont le poids était de 112,8 kilos. La drogue a été remise aux gendarmes de la section de recherches de Tlemcen qui ont ouvert une enquête. D'autre part, au cours d'une patrouille pédestre, les gardes-frontières d'Abdallah (Tlemcen) ont récupéré dix jerricans dans lesquels étaient dissimulés une quantité de 139 kg de kif traité, abandonnée par des narcotrafiquants près du tracé frontalier dans la circonscription communale de Béni-Boussaid. La substance saisie a été remise aux gendarmes de la brigade de recherches de Maghnia pour enquête, précise-t-on de même source.

Yanis C.

## L'ALGERIE ENVISAGE D'AUGMENTER LE PRIX DE L'ESSENCE



Djalou@hotmail.com

A partir de donneurs décédés

## Plus de 700 malades en attente d'une greffe rénale

■ «Plus de 700 malades attendent une greffe rénale à partir de donneurs morts mais aucune opération n'a été effectuée à ce jour à cause du refus des familles des donneurs», a regretté P Benhalima qui est aussi présidente du comité de médecins spécialistes qui prend en charge ces malades.

Par Halim Y.

Plus de sept cents malades sont en attente d'une greffe rénale à partir de donneurs morts faute de donneurs apparentés vivants, a indiqué à l'APS le chef de service immunologie à l'unité de greffe rénale du CHU Mustapha-Pacha, P Malika Benhalima. «Ces malades attendent une greffe rénale à partir de donneurs morts mais aucune opération n'a été effectuée à ce jour à cause du refus des familles des donneurs», a regretté P Benhalima qui est aussi présidente du comité de médecins spécialistes qui

prend en charge ces malades. «Nous avons fait des opérations de simulation pour voir où sont les failles afin de pouvoir les corriger avant d'entamer une véritable transplantation de rein à partir d'un mort encéphalique, tout est prêt, il ne reste que le don», a-t-elle expliqué. «Mais à chaque fois qu'on s'adresse à la famille du donneur mort pour avoir son aval pour le prélèvement du rein, la réponse est non», a-t-elle déploré. Pour faire face à ce grand problème, P Benhalima a plaidé pour une sensibilisation accrue envers les citoyens pour qu'ils acceptent le prélèvement d'organes sur les

cadavres. «Il faut une grande campagne de sensibilisation dans les mosquées et les écoles afin que les gens comprennent l'importance d'un tel geste qui peut sauver des vies», a-t-elle ajouté. Interrogée sur l'existence des moyens humains et matériels déployés dans ce genre d'opération délicate nécessitant une grande urgence, P Benhalima a affirmé que 7 stations bien identifiées sont fin prêtées pour l'accueil du donneur mort pour le prélèvement du rein jusqu'à la restitution du corps à la famille, ajoutant que «tout est très bien organisé».

H. Y./APS

À l'extrême ouest du pays

## Plus de 2,5 quintaux de kif provenant du Maroc saisis



Pas moins de 251 kilos de kif traité, provenant du Maroc, ont été saisis en l'espace de 48 heures, au cours de deux opérations distinctes, près des frontières ouest du pays, a-t-on appris samedi auprès des services de la Gendarmerie nationale. Dans

la commune de Souani (Tlemcen), les gardes-frontières du poste Hadj Miloud ont saisi une quantité de kif traité, dont le poids était de 112,8 kilos. La drogue a été remise aux gendarmes de la section de recherches de Tlemcen qui ont ouvert une enquête. D'autre part, au cours d'une patrouille pédestre, les gardes-frontières d'Abdallah (Tlemcen) ont récupéré dix jerricans dans lesquels étaient dissimulés une quantité de 139 kg de kif traité, abandonnée par des narcotrafiquants près du tracé frontalier dans la circonscription communale de Béni-Boussaid. La substance saisie a été remise aux gendarmes de la brigade de recherches de Maghnia pour enquête, précise-t-on de même source.